

Alternative
Libertaire

anticapitalisme
autogestion

Lutter s'organiser

Chômage, précarité

Alors que le patronat et les syndicats négocient le prochain accord UNEDIC régissant l'assurance chômage, qui doit entrer en vigueur d'ici mars 2011, la 8e manifestation contre le chômage et les précarités est une nouvelle occasion de dire NON à la politique d'écrasement des salarié-e-s voulue par les capitalistes !

Après la contre-réforme des retraites, le patronat et le gouvernement partent sur un nouveau front pour limiter les dépenses sociales et éponger la facture de la crise. Encore une fois seuls sont épargnés les grosses entreprises et les marchés financiers, qui sont pourtant responsables de l'aggravation du chômage et de la précarité.

Explosion du chômage et de la précarité : une politique assumée !

Dans la guerre économique mondiale orchestrée par les capitalistes, la concurrence ne crée pas l'emploi. Au contraire, elle alimente le chômage de masse pour écraser les salaires à travers les délocalisations, privatisations, plans sociaux, CDD et missions d'intérim... Les capitalistes font des économies, tandis que le chômage détruit les conditions de vie de millions de personnes et ruine des quartiers entiers, frappant plus durement les femmes, les jeunes sans qualification, les immigré-e-s, les sans-papiers... Il ne manquait plus que le report de l'âge de départ à la retraite pour maintenir dans le chômage encore plus de jeunes et de vieux ! Il devient donc urgent de s'organiser pour exiger le rallongement des durées d'indemnisation, refuser le durcissement des conditions d'ouverture des droits des travailleur-se-s privé-e-s d'emploi et exiger une revalorisation des revenus des chômeur-se-s et précaires et le maintien de la prime de Noël.

Droits des privé-e-s d'emploi : une peau de chagrin

Puisque les patrons privent certains travailleur-se-s d'emploi, c'est au patronat de rémunérer les chômeur-se-s. et de combler le déficit monstrueux de l'UNEDIC.

Nous devons nous opposer aux coupes sociales orchestrées par le patronat et le gouvernement : indemnités passées de 36 à 24 mois, allocations non revalorisées, conditions d'indemnités toujours plus restrictives, remise en cause du statut des intermittent-e-s du spectacle, transfert des coûts financiers du chômage sur les salarié-e-s à travers la hausse des cotisations salariales vers l'UNEDIC et la prise en charge par le RSA des chômeur-se-s non-indemnisé-e-s... Pendant ce temps, les fraudes aux cotisations sociales des entreprises sont estimées à 30 %, c'est-à-dire entre 8 et 14 milliards par an. Le hold-up doit cesser : les patrons, les actionnaires et les banquiers nous volent ce que nous produisons.

Faisons payer les responsables !

Contre la mise à sac du service public de l'emploi

Loin de répondre à un besoin de rationalisation, la création de Pôle Emploi, usine à gaz voulue comme telle, marque la volonté de remplacer une logique de solidarité par un système de flicage des allocataires, et de réduire la possibilité d'y trouver des formations qualifiantes.

Celles-ci sont tournées uniquement vers des emplois peu qualifiés, pour faire tourner un marché du travail où la précarité devient la norme. Les conseils permettant aux privé-e-s d'emploi de se réorienter sont remplacés par des entretiens mensuels expéditifs, ayant pour seul but de pousser à accepter n'importe quel travail, tandis que les salarié-e-s de Pôle Emploi sont harcelé-e-s par leur hiérarchie pour devenir des machines à radier. Pour en finir avec tout ça, il faut créer un service public de l'emploi, contrôlé par les salarié-e-s et les privé-e-s d'emploi.

La destruction des droits des travailleuses et des travailleurs privé-e-s d'emploi n'a que trop duré.

Il faut passer à l'offensive pour reconquérir ce qui a été perdu et arracher de nouveaux droits.

Et pour commencer, nous exigeons la vérité sur les chiffres du chômage : pas 4 mais 7 millions !

Nous exigeons la fin des discriminations (sexistes, racistes) dans l'accès à l'emploi !

Non à la stigmatisation, aux contrôles, aux radiations arbitraires !

Augmentation de tous les minimas sociaux !



Le mensuel
disponible
en kiosque

- Je souhaite recevoir des informations sur les Ami-e-s d'AL
 Je souhaite adhérer à Alternative libertaire.

Je souhaite recevoir un exemplaire gratuit du mensuel AL

Je m'abonne à *Alternative libertaire*

(20 euros pour un an, 15 euros pour lycéen-nes, étudiant-es, chômeuses/eurs et précaires, chèque à l'ordre d'Alternative libertaire).

NOM..... PRÉNOM.....

TÉL. E-MAIL

ADRESSE.....

Alternative libertaire
BP 295

75921 Paris Cedex 19
contacts@alternativelibertaire.org

www.alternativelibertaire.org

2 décembre 2010